Conseil Municipal du 16 Novembre 2018

Etaient présents :

M. Georges LE FRANC, Maire - Mmes Jocelyne BOUTIER – Fanny PHILIPPE - MM. Michel JOUAN – Thomas MAHÉO (Adjoints) - Mmes Véronique LE GALLO - Christelle GAUTHIER – M. François BINET - Mme Arlette GALLAIS (Conseillers Municipaux).

Absents excusés :

Mme Mireille BARAN donnant pouvoir à M. Michel JOUAN
Mme Lyne MILBÉO donnant pouvoir à M. Éric LE POTTIER
M. Alain LE FORESTIER donnant pouvoir à M. François BINET
M. Franck JÉGLOT
M. Éric LE POTTIER
M. Samuel BRIAND

Secrétaire de séance :

M. Thomas MAHÉO

Ouverture de la séance à 18 heures 12.

Le procès-verbal de la réunion du 19 octobre 2018 est adopté.

PROTECTION DES DONNÉES CADASTRALES AVEC LE S.D.E. 22

Monsieur le Maire informe l'Assemblée que, dans le cadre des conventions de digitalisation des documents cadastraux, le SDE22 fournit chaque année à la Collectivité les matrices cadastrales.

Depuis mai 2018, le règlement général sur la protection des données (RGPD) du parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 doit être appliqué par tous. Ce règlement vise à renforcer l'importance de la protection des données personnelles auprès de ceux qui traitent ces données et à responsabiliser les professionnels. Il consacre et renforce les grands principes de la loi informatique et libertés en vigueur depuis 1978 et accroît les droits de citoyens en leur donnant plus de maîtrise sur leurs données.

Le SDE22 a adopté des mesures organisationnelles et techniques pour mettre en œuvre ces nouvelles obligations juridiques.

Ce nouveau cadre de protection des données à caractère personnel devant être mis en œuvre par tous les acteurs, tous les partenaires doivent être sensibilisés à ces nouvelles obligations et s'engager à se mettre en conformité.

Les parties doivent ainsi s'engager à respecter les obligations en matière de sécurité et de confidentialité des données personnelles.

Un avenant aux conventions actuelles est proposé à la signature du maire ; celui-ci intègre les droits et obligations inhérents au RGPD.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- AUTORISE le maire à signer l'avenant à la convention actuelle intégrant les droits et obligations inhérents au RGPD mentionnés ci-dessus,
- DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de RENNES dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

RÈGLEMENT DE LA CANTINE SCOLAIRE

Monsieur le Maire informe l'Assemblée des difficultés rencontrées par les agents encadrant le temps de service du midi en restauration scolaire. Le comportement de quelques enfants perturbe le service et détériore l'ambiance de ce temps normalement de convivialité.

Le règlement intérieur de ce service prévoit un certain nombre de sanctions qu'il apparaît nécessaire d'adapter aux problématiques d'aujourd'hui.

Pour améliorer l'ambiance dans le restaurant, les membres du comité cantine réunis le 25 octobre ont proposé :

- De mettre en place des claustras entre les tables
- Un temps récréatif avant de prendre le repas
- La présence une fois par semaine d'un élu

Déjà, à ce jour, les agents du service ont mis en place un enfant responsable par table pour la semaine et ce procédé donne pour l'instant des résultats encourageants avec, notamment, une ambiance générale moins bruyante.

Monsieur le maire présente un extrait du règlement actuel en ce qui concerne les sanctions possibles en cas de difficultés rencontrées avec un enfant

<u>1^{er} niveau</u>	participer au nettoyage de la salle de restauration changement de place être isolé à table recopier tout ou une partie du règlement
<u>2^{ème} niveau</u>	convocation des parents
<u>3^{ème} niveau</u>	exclusion temporaire

Il est proposé de modifier les sanctions définies dans le règlement comme suit :

1 ^{er} niveau :	- Changement de place
- Etre isolé sur une table
2 nd niveau :	- 1 croix apposée après chaque mauvais comportement (impolitesse, manque de respect, violence...) Au bout de 3 croix, information des familles par courrier. Après 5 croix, convocation des parents avec leur enfant à la mairie. Renouvellement 1 fois de ce dispositif. Valable de vacances à vacances.
3 ^{ème} niveau :	- Exclusion temporaire de la cantine (1 jour)

Les membres ont également émis le souhait que les parents soient informés dès la 1^{ère} croix des problèmes rencontrés avec leur enfant par le biais du carnet de liaison.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,
Après un vote à mains levées de dix voix favorables et une abstention,**

• AUTORISE les modifications mentionnées ci-dessus du règlement de la cantine scolaire et FIXE comme suit la rubrique « sanctions » du règlement intérieur qui sera remis à chaque famille :

•

- 1^{er} niveau :
 - Changement de place
 - Etre isolé sur une table
- 2nd niveau :
 - 1 croix apposée après chaque mauvais comportement (impolitesse, manque de respect, violence...) Au bout de 3 croix, information des familles par courrier. Après 5 croix, convocation des parents avec leur enfant à la mairie. Renouvellement 1 fois de ce dispositif. Valable de vacances à vacances.
- 3^{ème} niveau :
 - Exclusion temporaire de la cantine (1 jour)

▪ DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de RENNES dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

S.D.E. 22 – TRAVAUX DE RÉNOVATION ET RÉHABILITATION DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC

Monsieur le Maire informe l'Assemblée des besoins d'interventions sur l'éclairage public dans le cadre de l'entretien de ces installations du fait de leur état vétuste :

- Rue Jean Moulin – Pierre Loti : remise en état de 7 boitiers sur Commande A
Coût 980 € - Participation communale de 588 €
- Impasse des capucines – rue des peupliers : remise en état de la Commande H + remise en état de 4 boitiers sur Commande G
Coût 1 670 € - Participation communale de 1 002 €
- Impasse du Piry – rue Jean Moulin : remise en état vasque cassée FA0339 + Lanterne détruite A210
Coût 890 € - Participation communale de 534 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- APPROUVE les projets de travaux de maintenance de l'éclairage public suivants :
 - Rue Jean Moulin et Pierre Loti – Etude de la rénovation de 7 coffrets IP2X sur foyers de la commande A pour un coût estimatif de 980 € (coût total des travaux majorés de frais de maîtrise d'œuvre)
 - Impasse des Capucines et Rue des Peupliers – Etude de la rénovation de la commande H et des coffrets de la commande G pour un coût estimatif de 1 670 € (coût total des travaux majorés de frais de maîtrise d'œuvre)
 - Impasse du Piry et rue Jean Moulin – Etude de la rénovation des foyers A339 et A210 pour un coût estimatif de 890 € (coût total des travaux majorés de frais de maîtrise d'œuvre)
- Notre Commune ayant transféré la compétence éclairage public au Syndicat, celui-ci bénéficiera du Fonds de Compensation de la TVA et percevra de notre commune une subvention d'équipement au taux de 60 %, conformément au règlement financier, calculée sur le montant HT de la facture entreprise affectée du coefficient moyen du marché, augmenté de frais de maîtrise d'œuvre au taux de 5 %.
Les participations des collectivités sont calculées au coefficient moyen du marché de travaux auquel se rapporte le dossier. L'appel de fonds se fait en une ou plusieurs fois selon que le Syndicat aura réglé l'entreprise suivant les mêmes modalités, et au prorata du paiement à celle-ci.
- DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de RENNES dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

VENTE DE FOURRAGE A YANN ROLLAND POUR 2018

Monsieur le Maire indique à l'assemblée qu'il y a lieu de fixer le prix de vente du fourrage sur pied correspondant aux récoltes faites par M. Yann ROLLAND sur la parcelle communale du Bourgdio, section ZD n° 171, d'une superficie de 24 287 m².

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité,

- FIXE à 160 €/l'hectare le prix de vente du fourrage sur pied à M. Yann ROLLAND,
- DIT que ce montant est dû pour l'année 2018 par l'intéressé,
- Un titre de recette correspondant à cette somme sera émis prochainement au nom de l'intéressé,
- DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de RENNES dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN

Monsieur le Maire présente à l'assemblée la demande soumise au droit de préemption urbain de Maître BARON de Loudéac pour une propriété bâtie cadastrée section AD n° 189 d'une superficie de 897 m², au 2, rue des ajoncs.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- DÉCIDE de ne pas faire valoir son droit de préemption sur la parcelle susmentionnée
- DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de RENNES dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN

Monsieur le Maire présente à l'assemblée la demande soumise au droit de préemption urbain de Maître HUITEL de Loudéac pour une propriété bâtie cadastrée section AB n° 100 – 119 et 121 d'une superficie de 897 m², au 29, rue des lavandières.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- DÉCIDE de ne pas faire valoir son droit de préemption sur les parcelles susmentionnées
- DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de RENNES dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

PROJET ÉCOLES NUMÉRIQUES ET RURALITÉ

Monsieur le Maire présente à l'assemblée le lancement par l'Etat du plan de financement pour l'équipement numérique des écoles rurales.

L'école primaire publique est éligible à ce programme, n'ayant pas déjà été retenue dans un projet précédent.

La subvention de l'Etat est à hauteur de 50 % de la dépense engagée, plafonnée à 7 000 € par école.

Cette subvention peut couvrir différents types de matériels : tablettes, ordinateurs, classes mobiles, plateformes collaboratives, dispositifs de prise de son/image, réseau WIFI, ...

La dépense à minima est de 4 000 €, avec une participation de l'Etat de 2 000 €.

Le projet de l'école s'élève à 14 000 € TTC

Pouvant ainsi bénéficier d'une aide financière de : 7 000 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- SOLLICITE l'aide financière de l'Etat à hauteur de 50 % du projet de l'école ;
- DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de RENNES dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

DÉNOMINATION DE VILLAGES AU CADASTRE

Monsieur le Maire informe l'assemblée des difficultés rencontrées par certains habitants pour avoir une adresse identique auprès des différents services.

En effet, il est constaté que certains villages ont des écritures différentes sur les différentes planches du cadastre.

Pour l'instant, un usager nous signale le cas du village de Magouéry.

Au cadastre, l'écriture de ce village est différente avec : Magourie
Alors que le relevé de propriété reprend une autre écriture : Magouéry.

Afin d'harmoniser les écritures, le Conseil est invité à solliciter l'adoption d'une seule écriture au niveau du cadastre.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- DEMANDE au service du Cadastre d'utiliser l'écriture du village de Magouéry en ST-BARNABE comme suit :
Magouéry
- Demande à monsieur le Maire de transmettre cette demande auprès du service concerné,
- DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de RENNES dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

DÉCISION MODIFICATIVE DU BUDGET GÉNÉRAL DE LA COMMUNE POUR 2018

Monsieur le Maire informe l'assemblée de la nécessité d'ajuster les prévisions budgétaires pour 2018 sur le budget général de la Commune afin de tenir compte des évolutions survenues depuis mars.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- AUTORISE le Maire à modifier comme suit le budget général de la Commune pour 2018

DEPENSES

Sens	Section	Chap	Art.	Anal.	Objet	Montant
D	F	022	022	HCS	Dépenses imprévues	898,00
D	F	66	6615	HCS	Intérêts des comptes courants et de dépôts crédite	100,00
D	F	66	66111	HCS	Intérêts réglés à l'échéance	1 679,00
D	F	65	65581	HCS	Contribution fonctionnement ECOLE PRIVEE	533,00
D	F	012	6453	HCS	Cotisations aux caisses de retraites	6 000,00
D	F	012	6411	HCS	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE	-6 000,00
D	F	011	6261	HCS	Frais d'affranchissement	-800,00
D	F	011	63512	HCS	Taxes foncières	-400,00
D	F	011	62878	HCS	A d'autres organismes	680,00
D	F	011	627	HCS	Services bancaires et assimilés	500,00
D	F	011	6226	HCS	Honoraires	3 400,00
D	F	011	6225	HCS	Indemnités au comptable et aux régisseurs	-630,00
D	F	011	6156	HCS	Maintenance	3 000,00
D	F	011	61523	HCS	Voiries	10 000,00
			1			
D	F	011	6064	HCS	Fournitures administratives	-1 500,00
D	F	011	60632	HCS	Fournitures de petit équipement	-5 000,00
					total	12 460,00

RECETTES

Sens	Section	Chap	Art.	Anal.	Objet	Montant
R	F	73	7381	HCS	Taxe additionnelle aux droits de mutation ou à la	1 700,00
R	F	77	7718	HCS	Autres produits exceptionnels sur opérations de ge	760,00
	F	74	7478	HCS	Autres organismes	2 000,00
R	F	042	722	HCS	Immobilisations corporelles	8 000,00
					total	12 460,00

DEPENSES

Sens	Section	Chap	Art.	Op	Anal.	Objet	Montant
D	I	040	2315	012	HCS	Installations, matériel et outillage techniques	3 500,00
D	I	040	2313	012	HCS	Constructions	4 000,00
D	I	040	2312	1000 7	HCS	Agencements et aménagements de terrains	500,00
D	I	204	2041582	1000 1	HCS	Autres groupements - Bâtiments et installations	63 000,00
D	I	23	2315	1000 1	HCS	Installations, matériel et outillage techniques	43 000,00
D	I	23	2315	36	HCS	Installations, matériel et outillage techniques	15 000,00
D	I	21	2188	012	HCS	Autres immobilisations corporelles	800,00
D	I	21	2183	012	HCS	Matériel de bureau et matériel informatique	2 000,00
D	I	23	2313	012	HCS	Constructions	34 000,00
D	I	020	020	OPFI	HCS	Dépenses imprévues	-71,00
Total							165 729,00

RECETTES

Sens	Section	Chap	Art.	Op	Anal.	Objet	Montant
R	I	13	1321	1000 1	HCS	État et établissements nationaux	122 672,00
R	I	45	4582	1000 1	HCS	Opérations pour compte de tiers	30 000,00
R	I	13	1323	1000 1	HCS	Départements	-30 000,00
R	I	13	1328	012	HCS	Autres	1 437,00
R	I	10	10226	OPFI	HCS	Taxe d'aménagement	620,00
R	I	10	10222	OPFI	HCS	FCTVA	-2 000,00
R	I	16	1641	ONA	HCS	Emprunts en euros	43 000,00
Total							165 729,00

• DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de RENNES dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.